



OCIRT
Direction générale
Case postale 64
1211 Genève 8

Genève, le 10 décembre 2020

N/réf. : CS/fiz

Législature 2018-2023

2^{ème} année (1^{er} décembre 2019 – 30 novembre 2020)

Commission des mesures d'accompagnement

1. Bases légales de la commission

- Article 1, alinéa 1 de la loi sur les commissions officielles, du 18 septembre 2009 (LCOF – RSG A 2 20) ;
- Article 4, lettre x, du règlement sur les commissions officielles, du 10 mars 2010 (RCOF – RSG A 2 20.01) ;
- Article 16, alinéa 2, lettre c, de la loi sur le service de l'emploi et la location de services, du 18 septembre 1992 (LSELS – RSG J 2 05) ;
- Article 23B, du règlement d'exécution de la loi sur le service de l'emploi et la location de services, du 14 décembre 1992 (RSELS – RSG J 2 05.01) ;
- Art. 18, al. 4 et 22A de la loi sur l'inspection et les relations du travail du 12 mars 2004 (LIRT – RSG J 1 05) ;
- Article 39, du règlement d'application de la loi sur l'inspection et les relations du travail, du 23 février 2005 (RIRT – RSG J 1 05.01).

2. Compétences légales de la commission

La commission des mesures d'accompagnement (CMA) est une sous-commission du Conseil de surveillance du marché de l'emploi (CSME) auquel elle rapporte.

Elle instruit les plaintes ou questions qui lui sont transmises par le CSME (art. 39, al. 1 RIRT).

Les employeurs concernés sont tenus de collaborer sous peine de sanction (art. 22A LIRT).

Le conseil de surveillance peut également déléguer à la commission d'autres compétences, notamment celle de chercher un accord avec les employeurs concernés, conformément à l'article 360b, alinéa 3, CO (art. 39, al. 2 RIRT).

Si un accord paraît d'emblée exclu ou si la tentative d'accord échoue avant l'écoulement du délai de deux mois, la commission en informe le conseil de surveillance, afin qu'il prenne des mesures immédiates (art. 39, al. 3 RIRT).

3. Activités de la commission

La commission a tenu 6 séances CMA. Elle a abordé les thèmes suivants :

- ✓ **Aide et soins à domicile** : préavis favorable rendu au CSME pour diligenter une enquête salariale dans ce secteur.
- ✓ **Contrat-type de travail pour le transport de choses pour compte de tiers** : préavis favorable rendu au CSME pour modifier une catégorie salariale suite à une demande des partenaires sociaux du secteur ; mise sur pied d'un groupe technique visant notamment à mener des réflexions sur une redéfinition du champ d'application du CTT-TCCT, afin d'éviter à certains acteurs de contourner son application.
- ✓ **Contrats-types de travail pour l'économie domestique, l'esthétique, le commerce de détail et le transport de choses pour compte de tiers** : préavis favorable rendus au CSME pour leur reconduction.
- ✓ **Groupe exploratoire – Revue du mois de novembre 2019** : examen des résultats et préavis favorable rendu au CSME.
- ✓ **Méthodologie en lien avec le protocole de constatation des usages** : présentation par l'OCSTAT d'une proposition de modification de la méthodologie visant à constater les usages qui permettrait d'affiner davantage l'observation de la réalité sur le terrain.
- ✓ **Procédure d'annonce prise d'emploi pour réfugiés et admis provisoires – contrôle du marché du travail** : point de situation de l'Inspection paritaire des entreprises (IPE) sur l'état de ces procédures.
- ✓ **Publicité, graphisme et communication visuelle** : présentation de l'enquête.
- ✓ **Salaires potentiellement abusifs, notamment en matière de stages** : détectés via les formulaires individuels de demande de permis transmis par l'OCPM ou par le biais de plaintes. Lorsque les situations relèvent d'un secteur régi par une convention collective étendue, elles sont transmises aux commissions paritaires compétentes. Lorsqu'elles relèvent d'un secteur non-conventionné ou régi par un contrat-type de travail, elles font systématiquement l'objet d'un contrôle mené par le service de l'inspection du travail. En cas d'échec d'une procédure de conciliation menée par ce service, la CMA peut auditionner l'entreprise concernée.

Plusieurs entreprises/associations ont ainsi été auditionnées devant la CMA dans les domaines suivants :

Audiovisuel

Entreprise spécialisée dans les services concernant l'édition, la publication de recherches et d'informations sur l'activité, la programmation et le développement des activités audiovisuelles qui a expliqué sa politique salariale suite à un contrôle opéré par l'OCIRT. Après délibération, la CMA a constaté une sous-enchère abusive au niveau de la politique salariale de l'entreprise et un courrier dans ce sens lui a été adressé.

Stages "Volontariat international en entreprise-VIE"

L'entité de droit public française en charge de la mise sur pied de tels stages a été auditionnée. Il en est ressorti sur la base de cette audition et de la documentation remise que les stages VIE sont considérés comme de la sous-enchère salariale abusive. Un suivi a été donné dans ce sens aux instances concernées.

Association des communes genevoises

La CMA a également présenté devant l'assemblée générale de l'Association des communes genevoises, les critères mis en place en matière de stage d'insertion, suite à l'accord intervenu dans le cadre de l'Agenda Intégration Suisse (AIS).

- ✓ Egalement, suite à la crise sanitaire liée au COVID-19, une task-force CMA a été mise en place. Elle a été amenée à siéger 9 fois par visio-conférence pour traiter les sujets urgents liés à cette crise.

4. **Secrétariat de la commission**

Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT).

5. **Frais de la commission**

a. ***Jetons de présence pour tâches ordinaires*** (art. 24 RCOF)

CHF 4'517.50.

Le présent rapport a été approuvé par la CMA en date du 10 décembre 2020.



Christina STOLL
Présidente de la Commission des
mesures d'accompagnement - CMA